



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORET

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(Passé en application de l'article R2123-1-3° du Code de la commande publique ayant pour objet des services sociaux –
CPV : 85000000-9 : Services de santé et services sociaux)

MARCHE RELATIF A UN SERVICE D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE « NUMERO VERT » POUR L'ONF ET LES FILIALES ONF VEGETIS, ONF ENERGIE, ONF LOGISTIQUE, ONF INTERNATIONAL

MARCHE N° 2025-9245-002

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre porte sur un service d'aide et d'accompagnement psychologique sous forme d'un centre d'écoute psychologique ("numéro vert"), au niveau national et pour les 8200 personnels potentiels de l'ONF et de ses filiales ONF VEGETIS, ONF ENERGIE, ONF LOGISTIQUE, ONF INTERNATIONAL

Identification des pouvoirs adjudicateurs, membres du groupement de commandes

OFFICE NATIONAL DES FORETS
2bis, avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

ONF VEGETIS
27, chemin des Mazes
77140 Nemours

ONF ENERGIE
2bis, avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

ONF LOGISTIQUE
2bis, avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

ONF INTERNATIONAL
2bis, avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Madame Valérie METRICH-HECQUET, Directrice générale de l'Office national des forêts en qualité de coordinatrice du groupement de commandes.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	4
1.4.	COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	4
2	CADRE DU MARCHÉ.....	5
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
2.2.	NOMENCLATURE.....	5
3	CONTEXTE.....	5
4	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
4.1.	PROCEDURE	5
4.2.	FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
4.3.	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
4.4.	DECOMPOSITION EN LOTS	6
4.5.	DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	6
4.6.	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES ET VARIANTES	6
4.7.	PRESTATIONS NON PREVUES.....	6
4.8.	LIMITATION DANS LA CREATION DES NOUVEAUX PRIX.....	6
4.9.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
4.10.	LIEU D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	6
5	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE.....	7
6	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	7
6.1.	NATURE DE LA PRESTATION	7
6.2.	CONTENU DE LA PRESTATION.....	7
6.2.1.	Centre d'écoute psychologique :.....	7
6.2.2.	« Consultations » :.....	8
6.2.3.	"Gestion de crise" (accidents graves, agressions, catastrophes naturelles, suicides, etc.) :.....	8
6.3.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE COMMUNES AUX TROIS PRESTATIONS	9
7	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	9
7.1.	BONS DE COMMANDE	9
7.2.	ENGAGEMENT DU TITULAIRE	10
7.3.	MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION	10
7.4.	MODIFICATION DES BONS DE COMMANDE.....	10
7.5.	SUSPENSION D'UN BON DE COMMANDE.....	10
7.6.	RESILIATION D'UN BON DE COMMANDE	11
8	MODALITES DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	11
9	PRIX.....	11
9.1.	FORME ET CONTENU DES PRIX	11
9.2.	REVISION DES PRIX.....	11
10	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	12
10.1.	AVANCE	12
10.2.	ACOMPTES	12
10.3.	FACTURATION.....	12
10.4.	TRANSMISSION DES FACTURES VIA L'OUTIL CHORUS PRO	12
10.5.	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	13
10.6.	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	13
10.7.	NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE.....	14
11	PENALITES	14

11.1. PENALITES DE RETARD OU POUR PRESTATION NON CONFORME OU MANQUANTE	14
RETARD IMPUTABLE A L'ONF : LORSQUE LE RETARD DANS L'EXECUTION EST IMPUTABLE A L'ONF, LE DELAI D'EXECUTION EST AUTOMATIQUEMENT PROLONGE D'UNE DUREE EGALE A CE RETARD N'ENTRAINANT AUCUNE PENALITE POUR LE TITULAIRE.....	14
11.2. PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	14
11.3. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	15
12 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	15
13 DROIT, LANGUE	16
13.1. DROIT, LITIGES ET CONTENTIEUX	16
13.2. LANGUE.....	16
14 PROTECTIONS DES DONNEES PERSONNELLES	16
15 ASSURANCE	21
16 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	21
17 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	21
16.1. TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	21
16.2. TRAVAIL CLANDESTIN.....	21
16.3. TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	22
16.4. PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	22
17. RESILIATION DU MARCHE	22
18. DEROGATION AU CCAG-FCS.....	22

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

L'accord-cadre est lancé en groupement de commandes avec les pouvoirs adjudicateurs suivants :

Office national des forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662 043 116 Paris RCS dont le siège est situé au 2 bis avenue du Général Leclerc 94700 MAISONS-ALFORT, représenté par Madame Valérie METRICH-HECQUET, Directrice générale de l'ONF, agissant en qualité de personne signataire du marché,

ONF ENERGIE, société par actions simplifiée au capital de 500 000 €, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 489 573 048, dont le siège social est situé au 2 bis avenue du Général Leclerc 94700 Maisons-Alfort, représenté par Monsieur Antoine BLED, son Directeur Général délégué,

ONF INTERNATIONAL, Société par Actions Simplifiée au capital de 650 000 €, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 412 350 514, dont le siège social est sis 2, Avenue du Général Leclerc, 94704 Maisons-Alfort Cedex représentée par Monsieur Fabrice SIN, son Directeur Général délégué,

ONF VEGETIS, société par actions simplifiée au capital de 250 000 €, immatriculée au RCS de Melun sous le numéro 392 823 647, dont le siège social est situé 27 Chemin des Mazes, ZAC des Hauteurs du Loing, 77140 NEMOURS, représenté par Monsieur Christophe CHAPOULET, son Directeur Général délégué,

ONF LOGISTIQUE, Société par Actions Simplifiée immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 510 942 055 dont le siège est situé au 2 bis avenue du Général Leclerc 94700 Maisons-Alfort, représenté par Madame Maryse DUCROUX (BIGOT), sa Directrice générale déléguée.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est Madame la Cheffe du Département Prévention, Santé, Sécurité au Travail et Action Sociale de l'Office national des forêts :

Madame Stéphanie LENOBLE
2 avenue du Général Leclerc
94704 MAISONS-ALFORT CEDEX
Téléphone : 07.86.70.23.04
Email : stephanie.lenoble@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande est Monsieur le chef du Département Achats, Patrimoine et Moyens généraux au sein de la Direction Economique et Financière au siège de l'établissement :

Monsieur Anthony MERCIER
2 avenue du Général Leclerc
94704 MAISONS-ALFORT CEDEX
Email : sg-p@onf.fr

1.4. Comptable public assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements et auprès de qui doivent être faites toutes oppositions et significations est Madame l'Agente Comptable Principale de l'ONF au siège de l'établissement.

- pour ONF VEGETIS, le service comptable.
- pour ONF ENERGIE, le service comptable
- pour ONF LOGISTIQUE, le service comptable
- pour ONF INTERNATIONAL, le service comptable

2 CADRE DU MARCHÉ

2.1. Objet de l'accord-cadre

L'objet de la consultation est la mise en place, au niveau national et pour les 8200 personnels potentiels de l'ONF et ses filiales ONF VEGETIS, ONF ENERGIE, ONF LOGISTIQUE, ONF INTERNATIONAL, d'un service d'aide et d'accompagnement psychologique sous forme d'un centre d'écoute psychologique ("numéro vert") avec les prestations principales "consultations" suivant un forfait collaborateur et "gestion de crise" en cas de survenance d'événements traumatisants.

2.2. Nomenclature

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :
CPV : 85000000-9 : Services de santé et services sociaux

3 CONTEXTE

Le dérèglement climatique et les crises sanitaires qui touchent les forêts, questionnent les personnels de l'établissement dans la réalisation au quotidien de leurs missions tant en matière d'organisation du travail que de modalités de mise en œuvre.

La crise sanitaire liée à la Covid 19 a fait émerger de nouveaux modes d'exécution du travail avec des problématiques spécifiques de santé au travail, pour toutes les catégories de personnels.

Dans cette dynamique de transition et de changement, au regard de ses obligations réglementaires et de sa politique de prévention de santé et de sécurité au travail, l'ONF accorde une attention particulière à la prévention des risques psycho sociaux.

Aussi l'établissement, propose un dispositif d'écoute externe pour ses personnels en prise à des difficultés qui relèvent tant de la santé psychologique au travail que des questions psychologiques de la sphère privée.

Afin de contribuer au processus d'amélioration continue des pratiques et du pilotage de la politique de prévention de l'établissement, il est attendu sur les actions menées par le prestataire un reporting trimestriel et cumulé sur l'année civile à la fois quantitatif et qualitatif et en comparaison d'une année sur l'autre, à compter de la deuxième année du marché. Ce reporting visera à permettre une identification aussi précoce que possible des tensions dans les collectifs de travail.

4 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

4.1. Procédure

L'accord-cadre est passé selon la procédure adaptée en application de l'article R2123-1-3° relatif aux marchés ayant pour objet des services sociaux – code CPV : 85000000-9 : Services de santé et services sociaux.

Le C.C.A.G. applicable est le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021- NOR : ECEM0816423A publié au JO du 1er avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCAP.

4.2. Forme de l'accord-cadre

Le marché prend la forme d'un accord-cadre exécuté à bons de commande au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur selon les dispositions des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

En application de l'article R.2162-4-3° l'accord-cadre sera passé sans montant minimum et avec un montant maximum de commandes fixé comme suit :

Montant minimum de commande	Montant maximum de commande
sans	100 000 € / an

4.3. Marchés de prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4.4. Décomposition en lots

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

4.5. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.6. Prestations supplémentaires éventuelles et variantes

Les prestations supplémentaires éventuelles et variantes ne sont pas autorisées.

4.7. Prestations non prévues

Dans le cas où des services autres que ceux prévus à l'article « description des prestations attendues » du présent CCATP s'avéraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces services ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur.

Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base. Les nouveaux prix correspondants seront créés par bon de commande et pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

L'Etat des Prix Forfaitaires et Unitaires sera éventuellement modifié en conséquence.

4.8. Limitation dans la création des nouveaux prix

Ces nouveaux prix ne pourront être créés que de manière exceptionnelle.

4.9. Durée de l'accord-cadre

La durée du présent accord-cadre est de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible dans les mêmes termes trois fois un (1) an par tacite reconduction sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction de l'accord-cadre est tacite sauf décision contraire adressée au titulaire par courrier postal dans un délai au plus de 3 mois avant l'échéance en cours.

Le titulaire ne peut refuser sa reconduction. Il reste tenu par son engagement pour la durée totale de l'accord-cadre, soit 48 mois maximum.

A défaut de reconduction, l'accord-cadre sera terminé sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à quatre mois maximum.

4.10. Lieu d'exécution de l'accord-cadre

Les prestations objet de l'accord-cadre sont exécutées en France métropolitaine et dans les outre-mer.

5 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

En application de l'article 4-1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs du présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement du titulaire, et les éventuels avenants au présent marché ;
- l'Etat des Prix Forfaitaires et Unitaires ;
- le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) et ses annexes, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fera seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021- NOR : ECEM0816423A publié au JO du 1er avril 2021, désigné ci-après CCAG-FCS ;
- les bons de commande émis dans le cadre du présent marché ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;
- le mémoire technique du titulaire.

A noter, le CCAG-FCS étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

6 DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

6.1. Nature de la prestation

Le dispositif d'écoute et de soutien psychologique de l'ONF est au service de 2 objectifs :

- Améliorer la prévention individuelle du risque psycho social des collaborateurs ;
- Améliorer notre approche de la prévention des risques professionnels à travers les éléments d'évaluation de l'activité du dispositif composé de 3 prestations principales :
 - Le centre d'écoute psychologique,
 - Les consultations auprès de psychologues cliniciens ou spécialisés,
 - Un dispositif de "gestion de crise" susceptible d'être activé lors de la survenance d'un évènement traumatique (suicide collègue, etc.)

6.2. Contenu de la prestation

6.2.1. Centre d'écoute psychologique :

Les exigences de l'ONF sont les suivantes :

1. Identification du service :
 - Une plate-forme d'écoute psychologique.
2. Bénéficiaires :
 - Tous les collaborateurs et leurs ayants droit (conjoint(e), descendants, ascendants), voire un tiers pour un collaborateur de l'ONF.
3. Modalités d'accès au service :
 - Une ligne téléphonique dédiée à l'ONF et ses filiales ;
 - Un accès gratuit depuis un poste fixe / un portable depuis l'ensemble du territoire y compris la Corse et les régions outre-mer ;
 - Un accès au service pour les personnes malentendantes ;
 - Un accès au service par d'autres moyens que le téléphone (mail, chat, messagerie instantanée, visioconférence, applications de communication etc.) ;
 - Un accès immédiat (pas de temps d'attente ou de répondeur automatique) pour entrer en contact avec un psychologue. Pas de prise de rendez-vous ;
 - Un accès direct au psychologue sans basculement sur un secrétariat ;
 - Une disponibilité du service 24h/24h et 7j/7j ;

- Respect de l'anonymat et de la confidentialité.
- 4. Contenu :
 - Ecoute active sur les problématiques de vie professionnelle et de vie privée ;
 - Orientation après évaluation et accord de l'ONF vers le réseau de psychologues du prestataire (praticiens libéraux) ;
 - Orientation des appelants vers les acteurs internes de prévention de l'ONF et de ses filiales en fonction de l'origine géographique. Un annuaire sera communiqué par l'ONF
 - Dans l'hypothèse où une liaison avec un acteur interne s'avère nécessaire, celle-ci ne pourra intervenir qu'avec l'accord express écrit de l'appelant.
- 5. Moyens humains :
 - Animation exclusive de la plateforme d'écoute pour l'ONF par des psychologues cliniciens (n°ADELI) ;
 - Des psychologues au profil adapté aux situations : psychologues du travail, psychologues victimologues ou traumatologues parmi les membres de l'équipe du prestataire pour assurer la prise en charge d'appels critiques à la suite d'un événement traumatogène.
 - Psychologues du travail avec une ligne dédiée aux managers de l'ONF

6.2.2. « Consultations » :

1. Identification :
 - Cette prestation « consultation » vise à compléter le dispositif de la plateforme d'écoute, il s'agit d'un soutien pour permettre aux collaborateurs de préserver ou de restaurer opérationnalité dans leur quotidien et en particulier dans leur vie professionnelle,
 - En fonction des besoins du collaborateur, un psychologue spécialisé pourra être sollicité (exemple : psychologue du travail).
2. Bénéficiaire :
 - Le collaborateur ONF et de ses filiales
3. Contenu :
 - Consultations de face à face en présentiel, au cabinet du psychologue ou au domicile du collaborateur ou en distanciel en visioconférence.
4. Modalité d'accès :
 - Demande du collaborateur,
 - Orientation par le psychologue de la plateforme d'écoute,
 - Orientation Assistante Sociale du Travail ONF.

Forfait de 5 séances financés par l'ONF, dans certaines situations le renouvellement de cette prise en charge par l'ONF de 5 séances supplémentaires sera possible, la validation de l'ONF est impérative (Département SST-AS) dans tous les cas.

Si les 5 séances forfaitaires ne sont pas utilisées, la facturation se fera au prix unitaire par séance. Les consultations peuvent être en présentiel, en distanciel, au cabinet du psychologue ou au domicile du collaborateur.

5. Moyens :
 - Réseau de psychologues avec divers profils présents sur tout le territoire français y compris la Corse et les outre-mer.

6.2.3. "Gestion de crise" (accidents graves, agressions, catastrophes naturelles, suicides, etc.) :

1. Identification :
 - La prestation « gestion de crise » vise à apporter une réponse rapide afin de réduire les impacts de l'évènement sur les personnels.
 - Déclenchement du dispositif par les personnes habilitées à l'ONF par le biais du numéro vert (Annuaire communiqué par l'ONF)
2. Conditions :
 - Sur l'ensemble du territoire y compris la Corse et les outre-mer
 - Disponibilité du service 24h/24 et 7j/7 ;
 - Délais d'intervention : moins de 24 heures ;

- Bénéficier immédiatement d'une évaluation de la situation par un psychologue clinicien ;
- Disposer de psychologues victimologues ou traumatologues pour assurer les éventuelles interventions sur site, avec prise en charge individuelle et/ou collective ;
- Présentation du dispositif auprès des personnes habilitées ONF (environ 50 personnes) ;
- Réaliser des comptes-rendus d'intervention.

6.3. Modalités de mise en œuvre communes aux trois prestations

Communication proposée par le prestataire pour accompagner l'ONF :

- dans la définition de la stratégie et la réalisation du plan de communication pour le lancement des prestations, avec un ciblage : pour l'ensemble des collaborateurs, pour les acteurs de prévention, pour les instances représentatives du personnel, pour les managers et pour la direction ;
- Dans le choix des outils et supports de communication (conception et réalisation) ;
- Fourniture de support de communication (dépliants et affiches).

Evaluation du dispositif :

- Reporting trimestriel et sur l'année civile sur l'activité du dispositif avec analyse par territoire A partir de la 2ème année du marché, une analyse comparative des années précédentes.
- Une évaluation quantitative et qualitative des prestations réalisées, associée à la livraison d'un rapport annuel présenté en présentiel devant les IRP et le Département SST-AS.
- En cas d'événements exceptionnels, (crise sanitaire, confinement), il pourra être demandé au titulaire du marché un reporting mensuel, et / ou ponctuel ;
- Les indicateurs attendus détaillés :
 - Les indicateurs socio-démographiques, comme l'âge, le genre, le statut marital, la catégorie de métier (ouvrier, employé, agent de maîtrise, cadre), manager/pas manager, le statut professionnel (public/privé), l'ancienneté ONF...
 - Le nombre d'appelants et d'appels par territoire ;
 - Les principales problématiques professionnelles et personnelles exprimées par territoire ;
 - Le nombre d'orientation vers le réseau de psychologues du prestataire par territoire ;
 - Le nombre d'orientation vers les acteurs internes par territoire ;
 - Statistiques sur les jours et horaires des appels ;
 - Le nombre d'appels « critiques » par territoire ;
 - Le nombre de gestion de crise par territoire avec les problématiques rencontrées et le nombre de participants.
- Une démarche qualité engagée (procédures internes, certification ISO 9001 AFAQ à fournir) ;
- Un psychologue référent pour assurer le suivi de l'ONF (nom, numéro de téléphone direct, adresse mail personnalisé.) ;
- Un référent commercial pour le suivi du dossier de l'ONF (nom, numéro de téléphone direct, adresse mail personnalisé.) ;
- Respect de l'anonymat et de la confidentialité.

Formations :

- Formation d'un référent par direction territoriale, régionale et générale sur la prise en main du dispositif ;
- Formation des personnes habilitées pour déclencher l'option « gestion de crise ».

7 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

7.1. Bons de commande

Les prestations sont commandées au titulaire par bons de commande.

Les bons de commande sont datés et numérotés dans une série propre au présent marché. Ils sont adressés au titulaire par courrier ou courriel avec accusé de réception et comportent les mentions nécessaires à leur exécution.

Toutes les commandes sont établies sur un formulaire particulier défini par l'ONF.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et peuvent être exécutés dans la limite de 4 (quatre) mois au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

La notification au titulaire des bons de commande est faite par échange dématérialisé, selon les modalités suivantes : un courriel est adressé par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire qui devra en accuser réception par courriel dans le délai de 24 heures ouvrées. Passé ce délai, le courriel est réputé réceptionné par le titulaire et les différents délais commencent à courir.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché (460000XXXX) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- leur quantité prévisionnelle ;
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- le(s) délai(s) d'exécution.

7.2. Engagement du titulaire

Le titulaire, pour assurer l'exécution des prestations, objet du présent marché, met à disposition de l'ONF et de ses filiales une personne ou plusieurs personnes désignées, qui sont de manière permanente les interlocuteurs privilégiés de l'ONF et ses filiales.

En cas d'urgence, le titulaire doit ajuster sa prestation conformément aux prescriptions du pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 24 heures à compter de la réception de la commande adressée par mail avec accusé de réception.

7.3. Modifications en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, l'ONF ou les filiales peuvent prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La décision de l'ONF ou des filiales est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 15 jours, est réputée l'avoir acceptée.

7.4. Modification des bons de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF ou des filiales, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation d'un bon de commande est à l'initiative de l'ONF ou de ses filiales ONF VEGETIS, ONF LOGISTIQUE, ONF ENERGIE, ONF INTERNATIONAL, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF ou de ses filiales. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

7.5. Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF ou peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF ou des filiales.

A l'expiration de cette durée, l'ONF ou peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

7.6. Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF ou des filiales peut en interrompre l'exécution. Elles en informent le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF ou des filiales, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF ou des filiales sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

8 MODALITES DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification, admission, ajournement, réfaction ou rejet sont prises en application des articles 28 à 30 du CCAG-FCS.

9 PRIX

9.1. Forme et contenu des prix

Le présent marché est traité à prix forfaitaires et unitaires.

Les prix sont fixés à l'Etat des Prix Forfaitaires et Unitaires (EPFU).

L'unité monétaire du marché est l'euro. Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les fournitures et la prestation ainsi que tous les frais afférents aux prestations prévues dans le présent marché.

Sur l'Etat des Prix Forfaitaires et Unitaires, pour le forfait "consultation", la prise en charge est faite par l'ONF pour les consultations de spécialistes avec un forfait collaborateur (5 consultations).

9.2. Révision des prix

Les prix sont fermes la première année. Ils sont ensuite révisables dans les conditions suivantes :

Les prix pourront, à l'initiative du titulaire, être ajustés une fois par an, à la date anniversaire de la notification, en appliquant à chaque poste du bordereau des prix unitaires un coefficient de révision arrondi au millième supérieur, selon la formule suivante :

$P = P_0 [0,15 + 0,85 (I / I_0)]$ dans laquelle :

P = Prix hors taxe révisé

P_0 = Prix hors taxe précédant l'année de reconduction

I = Indice de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).
Indice du coût du travail - Coût horaire - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en 2020 - Identifiant 010762014

I_0 = Même indice, lu le premier mois d'exécution du marché pour la 1^{ère} révision.

Les indices de révision seront les derniers indices connus au premier jour du mois anniversaire du marché.

Le titulaire adressera le BPU révisé, pour validation de l'ONF, par courriel un mois avant son entrée en vigueur. L'ONF disposera de trente jours, à compter de la date de réception pour valider les nouveaux prix.

En cas d'acceptation, les nouveaux prix entreront en vigueur, dès le délai de trente jours écoulés dans le cas d'une acceptation tacite, ou dès réception par le fournisseur de l'accord formel de l'ONF en cas d'acceptation expresse dans un délai inférieur.

En cas de refus, l'ONF informera le titulaire de l'erreur de calcul constatée et lui adressera la version corrigée pour accord.

Les anciens prix continueront de s'appliquer jusqu'à l'accord du titulaire sur la proposition faite par l'ONF.

10 MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT

10.1. Avance

Sans objet.

10.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

10.3. Facturation

Mentions sur toutes les factures

Outre les mentions légales, les factures doivent obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Date de la facture,
- Numéro de facture,
- Identité du titulaire :
 - o Dénomination sociale (ou nom et prénom pour un entrepreneur individuel),
 - o Adresse du siège social,
 - o Adresse de facturation (si différente),
 - o Numéro de Siren ou Siret, code NAF, et :
 - Ville du greffe d'immatriculation (pour les commerçants),
 - Numéro au répertoire des métiers et département d'immatriculation (pour les artisans).
 - o Forme juridique et capital social (pour les sociétés),
 - o Référence du compte bancaire (identique à celui mentionné dans le RIB joint à l'acte d'engagement).
- Identité de l'ONF ou des filiales (en fonction de l'entité à l'origine de la commande concernée) :
 - o Adresse du service ayant passé la commande
 - o Adresse de facturation (si différente),
 - o Numéro de Siren ou Siret.
- Renseignements propres à la prestation :
 - o Description détaillée de la prestation,
 - o Numéro de l'accord-cadre (numéro en 46XXXXXXXX),
 - o Numéro de la commande (numéro en 45XXXXXXXX),
 - o Les montants HT, et TTC, ainsi que le taux et le montant de la TVA,
 - o Les quantités si pertinentes,
 - o Le montant total HT et TTC.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

10.4 Transmission des factures via l'outil Chorus Pro

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation par les titulaires du portail CHORUS Pro mis gratuitement à la disposition de l'ensemble des fournisseurs de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics est obligatoire. Après inscription il permet de :

- Déposer ou suivre une facture,
- Suivre le traitement de ses factures,
- Ajouter de pièces complémentaires nécessaires au traitement de sa facture.

Le titulaire peut transmettre ses factures selon trois modes différents :

1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro.

Cette transmission s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2 avec chiffrement TLS.

2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :

- soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
- soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé.

3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son logiciel comptable système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché : Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX.
- Numéro d'identification : 66204311604119 pour le siège de l'ONF.
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

10.5 Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

10.6 Délai global de paiement

Conformément aux articles L.2192-10 et R.2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de 60 jours maximum.

Le paiement se fait par virement administratif.

Les modalités de calcul du déclenchement du délai de paiement sont précisées aux articles R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article « facturation » du présent marché ;
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement ;
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

10.7 Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

11 PENALITES

Toute infraction à l'une ou l'autre des conditions générales ou particulières spécifiées au CCATP sera constatée par un rapport spécial de l'ONF et sanctionné dans le cadre des dispositions prévues au cahier des clauses administratives générales.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

11.1. Pénalités de retard ou pour prestation non conforme ou manquante

Lorsqu'une prestation prévue au CCATP est non conforme, réalisée en retard ou manquante, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par l'application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

Dans laquelle,

P = montant de la pénalité en H.T.

V = valeur pénalisée, cette valeur est égale à la valeur des prestations en retard ou exceptionnellement, de l'ensemble des prestations, si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable. Cette valeur est celle des prix figurant au marché éventuellement actualisé, mais non révisés. La valeur ainsi fixée est toujours prise en H.T.

R = nombre de jours calendaires de retard.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas le montant indiqué dans le CCAG-FCS. Cette règle ne vaut qu'une fois avoir fait le calcul global de la pénalité (addition de tous les jours de retard).

Le présent article est applicable pour tous les livrables prévus au marché.

En dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard sur les délais liés aux accès et à la livraison des périodiques sur la base des formules selon le cas de figure concerné.

Retard imputable à l'ONF : Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

11.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

11.3. Modalités de mise en œuvre

Les pénalités sont cumulables.

12 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Discrétion et confidentialité : Le titulaire, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, se doit de respecter une obligation de confidentialité à l'égard de toute personne extérieure à l'ONF pour toute prestation qui lui est confiée.

Tout document, renseignement, ou objet ne peut, sans autorisation expresse du représentant légal de l'ONF, être communiqué à d'autres personnes extérieures à l'ONF. Il en est de même de tout renseignement de même nature, parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution des prestations.

Propriété : Demeurent la propriété de l'ONF tous les documents et fichiers remis par l'office au titulaire pour l'exécution des prestations du présent marché.

A l'issue des prestations, tous documents, supports et autres, réalisés dans le cadre du présent marché deviendront la propriété de l'ONF et cela, quelle qu'en soit la forme.

A ce titre, le titulaire cède de manière exclusive l'ensemble des droits d'exploitation, de représentation, de reproduction, de cession, de traduction, de mise sur le marché et d'adaptation qui s'attachent aux créations susmentionnées à l'ONF.

Assurance : Le titulaire doit justifier auprès du pouvoir adjudicateur de la souscription des polices d'assurance auprès de compagnies notoirement solvables.

Au plus tard dans le délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre, et avant tout commencement d'exécution, il doit également justifier que son entreprise est titulaire d'une assurance responsabilité civile, pour l'année en cours, garantissant les tiers en cas de fautes, omissions, accidents, dommages causés par l'exécution de l'accord-cadre.

Statuts et forme juridique : Le prestataire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais, de toute modification relative à ses statuts, sa forme juridique, sa dénomination sociale, etc. Il en est de même pour une cession partielle ou totale d'activité ainsi qu'en cas de dépôt de bilan ou mise en redressement ou liquidation judiciaire.

Un avenant de transfert sera éventuellement conclu si nécessaire. À défaut, les paiements seront suspendus jusqu'à régularisation.

Pour les entreprises établies en France :

1° Une attestation de régularité fiscale à jour au 31 décembre de l'année n-1 ;

2° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont le pouvoir adjudicateur s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;

3° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

4° La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail.

Sanctions : En cas d'inobservation des clauses ci-dessus, le présent accord-cadre pourra être résilié sans que le titulaire ou ses ayants droit puisse prétendre à une quelconque indemnité. Ces motifs de résiliation ne préjugent pas des éventuelles suites judiciaires que le pouvoir adjudicateur pourrait intentier.

13 DROIT, LANGUE

13.1. Droit, litiges et contentieux

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du Code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

13.2. Langue

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers et correspondances adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

14 PROTECTIONS DES DONNEES PERSONNELLES

Le présent marché public comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel :

Préambule – précisions terminologiques :

Pour l'application du présent article, le Responsable de traitement au sens du RGPD est l'Office national des forêts représenté par Madame METRICH-HECQUET en tant que Directrice Générale, situé 2bis, avenue du Général Leclerc 94700 Maisons-Alfort, et le Sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le délégué à la protection des données personnelles de l'ONF est Madame Valentine BARRAULT, directrice adjointe de la direction des affaires juridiques (dpo@onf.fr).

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) suivante (s) :

Nature et la finalité des traitements	I. Traitements liés à la fourniture des services prévus au contrat principal (art. 28 3 a) du RGPD.
Type de données à caractère personnel	<p>Par exemple : Salariés ONF : Dans la base RH :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Nom, prénom, numéro d'identification LDAP, fonction, poste, numéro de téléphone, adresse email, des informations génériques personnelles comme : numéro de sécurité sociale, nombre d'enfants à charge, grade/échelon, paie, régime, etc... <p><u>Dans la base RH et dans les outils de gestion opérationnels :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Données d'identification : nom, prénom, adresse ; ○ Vie professionnelle : numéro de matricule, métier repère, poste, matricule, type de contrat (CDI, etc.), date de début et de fin de contrat, numéro de contrat, catégorie sociale ; ○ Données de connexion (adresses IP, logs, identifiants des terminaux, identifiants de connexion) ; <p>Clients et fournisseurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Données d'identification (civilité, nom, numéro d'identifiant SIRET, téléphone, fax, email, adresse fiscale, code NAF, statut juridique SAP)
Catégories de personnes concernées	Tous les personnels ONF (salariés, stagiaires, intérimaires, prestataires)
Durée des traitements (c'est-à-dire durée au-delà de laquelle les données sont effacées au titre du « droit à l'oubli »)	Durée d'utilisation des logiciels

Pour l'exécution des prestations objets du présent marché public, l'acheteur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Voir article mentionné

Obligation de l'acheteur (article 24 du RGPD)

L'acheteur est seul titulaire des droits sur les Données traitées dans le cadre de l'utilisation de la Solution. Il en est donc en conséquence seul responsable, ainsi que de leur exactitude.

Compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, l'acheteur met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément au règlement général sur la protection des données. Ces mesures sont réexaminées et actualisées si nécessaire. Les mesures comprennent la mise en œuvre de politiques appropriées en matière de protection des données.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire du marché fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'ONF, de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants.

Dans le formulaire de déclaration de sous-traitance DC-4, figure notamment une rubrique relative à la sous-traitance de traitement de données à caractère personnel. Elle doit être remplie lorsque le sous-traitant se voit confier le traitement de données à caractère personnel et doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et la durée de validité du contrat de sous-traitance. (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (art 13 à 15 du RGPD)

L'ONF décide de faire application de l'Option 1 prévue aux articles 13 à 15 du RGPD détaillée ci-après :

☒ Option 1

Il appartient à **l'acheteur** de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

☐ Option 2

Il appartient **au titulaire** de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de **48 heures** après en avoir pris connaissance et par courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible **72 heures** au plus tard après en avoir pris connaissance.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité indiquées infra ou dans son offre :

Menaces pesant sur la protection des données personnelles	Mesures préventives prises par le titulaire M1, M2, ...	Mesures prises par le pouvoir adjudicateur
Une destruction fortuite ou illicite	M1 : Procédure d'effacement : des outils sont mis à disposition du pouvoir adjudicateur afin de procéder à l'effacement des données à caractère personnel.	
Une perte fortuite	M1 Le titulaire maintient des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction. M2 le titulaire met en place les dispositifs de sauvegarde nécessaires à la protection des données	M1 le pouvoir adjudicateur maintient des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction. M2 le pouvoir adjudicateur met en place les dispositifs de sauvegarde nécessaires à la protection des données

Une altération	<p>M1 le titulaire maintient des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction.</p> <p>M2 le titulaire met en place les dispositifs de sauvegarde nécessaires à la protection des données</p>	<p>M1 le pouvoir adjudicateur maintient des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction.</p> <p>M2 le pouvoir adjudicateur met en place les dispositifs de sauvegarde nécessaires à la protection des données</p>
Une divulgation à un tiers qui n'a pas à les connaître	<p>M1 Formation et sensibilisation du personnel du titulaire : Un processus de sensibilisation du personnel de le titulaire a été mis en place au sein de l'organisation.</p> <p>M2 Engagement de confidentialité : Les employés sont soumis à une clause de confidentialité intégrée à leur contrat de travail.</p>	<p>M1 : Mot de passe : Pour accéder aux pages web HTTPS</p> <p>M1 Formation et sensibilisation du personnel du pouvoir adjudicateur Un processus de sensibilisation du personnel est mis en place au sein de l'organisation.</p> <p>M2 Engagement de confidentialité : Les agents sont soumis à une clause de confidentialité intégrée à leur contrat de travail, ou dans les statuts de la fonction publique.</p>
Un accès non autorisé aux locaux,	M1 Sécurité des locaux : L'accès aux bureaux de l'entreprise nécessite un badge ;	M1 Sécurité des locaux : L'accès aux bureaux de l'entreprise nécessite un badge ;
Un accès non autorisé aux données	M1 le titulaire maintien des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction.	M1 le pouvoir adjudicateur maintient des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction.

Nature des mesures de sécurité des systèmes d'information et des traitements :	Mesures prises par le titulaire	Mesures prises par le pouvoir adjudicateur
Pseudonymisation et/ou chiffrement des données à caractère personnel	M1 Mots de passe non stockés	
Confidentialité des systèmes et traitements	M1 le titulaire maintient des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction.	
Moyens pour assurer l'intégrité des systèmes et traitements	M1 le titulaire maintient des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction.	

Moyens pour assurer la disponibilité et la résilience (capacité d'un système ou d'une architecture réseau à continuer de fonctionner en cas de panne)	M1 Certification : - Data center Tier3+ - Backup - RTO/RPO	
Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique	M1 - Data center Tier3+ - Backup - RTO/RPO	
Procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement	Les procédures sont revues périodiquement et mises à jour conformément à l'évolution permanente des objectifs de sécurité. Les procédures et mesures de contrôle sont auditées annuellement	
Mesure d'« accountability » (capacité à rendre compte de la conformité au RGPD en cas de contrôle par la CNIL)	M1 CMDB CMC + traçabilité des changements M2 Traçabilité des accès aux plates-formes	

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

· **renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur, dans le cadre de la réversibilité.**

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses éventuels sous-traitants.

Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire a désigné la personne dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement comme étant son délégué à la protection des données conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire ;

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel »
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ; Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

15 ASSURANCE

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

16 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'ONF s'est engagé, dans le cadre de la gestion durable des forêts, dans une politique environnementale impliquant le respect de mesures destinées à réduire les impacts significatifs des activités sur l'environnement.

En conséquence, l'ONF attend de tous ses cocontractants – acheteurs, fournisseurs, titulaires de services..., qu'ils apportent une attention soutenue aux stipulations des cahiers des charges et aux clauses particulières intégrant des mesures de protection de l'environnement. Le co-contractant reconnaît être parfaitement informé de cette exigence de l'ONF et s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs et titulaires et sous-traitants divers susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de son contrat principal le liant à l'ONF.

17 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

16.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

16.2. Travail clandestin

Le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du

code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

16.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

16.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

17. RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché est résilié de plein droit sans indemnité ni préavis en cas de faillite du titulaire ou si celui-ci n'exécute pas les prestations définies au présent marché.

Les articles du chapitre 7 du CCAG-FCS sont applicables au présent marché.

18. DEROGATION AU CCAG-FCS

Le présent CCATP déroge au CCAG-FCC comme indiqué ci-après :

CCATP		CCAG-FCS	
Article	Libellé	Article	Libellé
11	Pénalités pour retard d'exécution	14	Pénalités pour retard